



REIMS, le 17 novembre 2025

A :

**Monsieur le Président
Communauté de Communes du
Canton d'Oulchy-le-Château
17 rue Potel
02210 OULCHY-LE-CHATEAU**

N. Réf : 25/CD/CD/232/11/17
Dossier suivi par : Candice DAVIAUD
☎ 03.26.77.35.76

Objet : Avis de la CLE du SAGE Aisne Vesle Suippe sur le PLUi de la Communauté de Communes du Canton d'Oulchy-le-Château

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité l'avis de la CLE du SAGE Aisne Vesle Suippe sur le projet arrêté du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes du Canton d'Oulchy-le-Château et nous vous en remercions. Seules les communes d'Arcy-Sainte-Restitue et Cuiry-Housse sont concernées par le SAGE Aisne Vesle Suippe. A ce titre, l'avis n'est porté que pour ces communes.

L'article L.131-1 du Code de l'Urbanisme demande une compatibilité des documents d'urbanisme avec les objectifs de protection définis dans les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). Sur le SAGE Aisne Vesle Suippe, les objectifs suivants concernent particulièrement les documents d'urbanisme :

- Distribution d'une eau de qualité en quantité suffisante à la population ;
- Non-dégradation physique des cours d'eau ;
- Protection des espaces de mobilité ;
- Protection d'une ripisylve composée d'essences adaptées ;
- Protection des forêts alluviales ;
- Protection des zones humides ;
- Préservation des éléments du paysage existants permettant de lutter contre le ruissellement et les coulées de boues ;
- Limitation du ruissellement et amélioration de l'infiltration (sauf en cas d'impossibilité technique), et diminution des rejets dans les réseaux ;
- Préservation des champs d'expansion des crues.

Nous avons relevé des possibilités d'amélioration vis-à-vis des objectifs de protection fixés par le SAGE :

- Distribution d'une eau de qualité en quantité suffisante à la population :

L'estimation des besoins en eau futurs par rapport à la ressource existante n'est pas indiquée dans les documents. Il est toutefois mentionné dans l'évaluation des impacts du PLUi sur la ressource en eau que la capacité de la ressource en eau est suffisante pour couvrir les besoins d'aménagement du territoire. Le SAGE conseille que le PLUi détaille le bilan besoins/disponibilité de la ressource en présentant la situation de son territoire afin de justifier son propos.

- Protection des ripisylves composées d'essences adaptées :

Les ripisylves, leurs intérêts, leur préservation et maintien ne sont pas mentionnées directement dans les documents du PLUi. Le SAGE conseille de le mentionner.

Le classement en zone N de certaines parties de cours d'eau permet d'apporter un premier niveau de protection mais moins dans les zones A. L'inconstructibilité d'une bande de 6 mètres le long des cours d'eau contribue également à leur protection.

Le SAGE conseille toutefois d'affirmer dans le PADD la volonté du PLUi maintenir une ripisylve qui se traduira dans le règlement. Bien qu'il soit mentionné dans le règlement que les plantations doivent être réalisées avec des essences locales, le SAGE recommande également de spécifier que la végétalisation des berges doit se faire avec des espèces adaptées aux berges (saule, aulne, cornouillers sanguins, chênes pédonculés ...) sur toutes les zones concernées par des cours d'eau.

- Protection des forêts alluviales :

Le PLUi ne mentionne pas directement les forêts alluviales présentes le long des cours d'eau (inventoriées dans l'inventaire des zones humides du SIABAVES). Il n'évoque également pas des enjeux de protection propres à ces espaces. Le SAGE recommande de l'indiquer dans les documents du PLUi.

L'inconstructibilité des berges sur 6 mètres de part et d'autre des cours d'eau, ainsi que le classement en zone N des forêts le long des cours d'eau, permettent de protéger les forêts alluviales. Pour certains boisements naturels à enjeux (boisements non plantés et cultivés, comme les peupleraies), si nécessaire, un classement en EBC peut être réalisé ou une protection au titre de la loi Paysage.

- Préservation des éléments du paysage existants permettant de lutter contre le ruissellement et les coulées de boues :

Pour certains boisements naturels à enjeux (boisements non plantés et cultivés, comme les peupleraies), si nécessaire, un classement en EBC peut être réalisé ou une protection au titre de la loi Paysage afin de préserver les éléments du paysage permettant de lutter contre le ruissellement et les coulées de boues.

- Limitation du ruissellement et d'amélioration de l'infiltration, sauf en cas d'impossibilité technique, et diminution des rejets dans les réseaux

Il serait intéressant que l'analyse de l'état initial de l'environnement appréhende les potentiels dysfonctionnements liés aux eaux pluviales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.



Francis BLIN